

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**Association du Restaurant Inter-Administratif d'Avignon (ARIA)**

**Objet de la consultation :**

---

## **PRESTATION D'EXPLOITATION DU RESTAURANT INTER-ADMINISTRATIF**

---

**Procédure de consultation utilisée :**

**Le marché est passé selon la procédure adaptée ouverte  
en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 3° du Code de la commande publique**

**Date et heure limites de remise des offres : 08/08/2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 – DÉCOMPOSITION EN LOTS DE L’ACCORD-CADRE.....	3
1.3 – DURÉE, DÉLAIS ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	3
1.4 – FORME DE L’ACCORD CADRE.....	3
<b>ARTICLE 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES :.....	3
2.2 - PIÈCES GÉNÉRALES.....	3
<b>ARTICLE 3 CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 RESPECT DES PRINCIPES D’ÉGALITÉ, DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ.....</b>	<b>5</b>
4.1 RAPPEL DES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	5
4.2 MODALITÉS DE CONTRÔLE ET DE SANCTION.....	5
<b>ARTICLE 5 CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 GARANTIES FINANCIÈRES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8 AVANCE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9 PRIX DE L’ACCORD CADRE.....</b>	<b>6</b>
9.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS.....	7
9.2 – MODALITÉS DE VARIATIONS DES PRIX.....	7
<b>ARTICLE 10 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>8</b>
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS.....	8
10.2 - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	8
10.3 – DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	10
<b>ARTICLE 11 PÉNALITÉS.....</b>	<b>10</b>
11.1 - PÉNALITÉS D’INDISPONIBILITÉ POUR LES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	11
11.2 - PÉNALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMULÉ.....	12
<b>ARTICLE 12 ASSURANCES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 RÉSILIATION DE L’ACCORD CADRE.....</b>	<b>12</b>
13.1 RÉSILIATION.....	12
<b>ARTICLE 14 LITIGE, DROIT ET LANGUE.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 CONTENTIEUX, REGLEMENT DES LITIGES.....</b>	<b>13</b>
16.1 - PROCÉDURE DE RECOURS.....	13
<b>ARTICLE 17 AVENANTS.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18 DÉROGATION AU C.C.AG.....</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE 1 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES.....</b>	<b>15</b>
<b>1-OBJET.....</b>	<b>15</b>
<b>2- OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-À-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT.....</b>	<b>15</b>
3. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du Titulaire.....	18

## **Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l'exploitation, pour le compte de l'Acheteur, du restaurant inter-administratif (RIA) situé Cité administrative, Avenue du 7ème génie – 84000 AVIGNON.

### **PRESTATION D'EXPLOITATION DU RESTAURANT INTER-ADMINISTRATIF**

Code CPV : 55300000-3 – Services de restaurant et services de personnel en salle

Le Titulaire fournira les prestations à ses risques et périls et en pleine indépendance.

### **Le marché comporte une option.**

**Option n°1 : Gestion des surplus alimentaire et redistribution.**

### **1.2 – Décomposition en lots de l'accord-cadre**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

### **1.3 – Durée, délais et reconduction du marché**

Le marché doit être notifié avant tout commencement d'exécution.

Le présent marché est fixé pour une période de 12 mois à compter du premier jour d'exploitation, soit le 01/12/2025.

Il pourra être reconduit 3 fois par période de 12 mois pour se terminer au plus tard le 30/11/2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du marché. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

### **1.4 – Forme de l'accord cadre**

S'agissant d'une association privée financée par des fonds publics, le contrat prendra la forme d'un marché public.

Le marché est passé selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° du Code de la commande publique

## **Article 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **2.1 - Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dont le bordereau des prix unitaires
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- L'offre technique du titulaire
- Le BPU-DQE

## **2.2 - Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Tous les autres documents réglementaires : la signature du marché implique l'obligation formelle imposée au Titulaire à tous les stades de son intervention , de respecter , outre les prescriptions du présent document , les lois , ordonnances , décrets , arrêtés , circulaires et instructions applicables en matière de restauration collective et ce , dès leur parution .

En conséquence, le Titulaire du marché est censé connaître la teneur des documents applicables en la matière.

Le signataire du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est réputé avoir une parfaite connaissance des documents d'ordre général et d'ordre particulier énumérés ci-dessus et avoir signalé, en temps opportun, c'est à dire avant la signature du marché, toutes contradictions pouvant exister entre ces différents documents.

## **Article 3 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Toutes les conditions d'exécution du marché sont décrites dans le C.C.T.P..

## **Article 4 RESPECT DES PRINCIPES D'ÉGALITÉ, DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ**

### **4.1 Rappel des obligations du Titulaire**

Le présent marché confie à son Titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le Titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquels il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le Titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

#### **4.2 Modalités de contrôle et de sanction**

Le Titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le Titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du Titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

### **Article 5 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications qualitatives et quantitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément à l'article 27 du C.C.A.G.- F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.- F.C.S.

### **Article 6 MAINTENANCE ET GARANTIES DES PRESTATIONS**

Sans objet.

### **Article 7 GARANTIES FINANCIÈRES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### **Article 8 AVANCE**

Sans objet

### **Article 9 PRIX DE L'ACCORD CADRE**

L'unité monétaire de l'accord cadre est l'euro

Le paiement au Titulaire du prix de chaque repas livré est décomposé en deux parts :

- Une part directement payée par l'utilisateur
- Une part payée par l'Acheteur

#### Part payée par l'utilisateur

Le montant de la part payée par l'utilisateur correspond à la différence entre le prix unitaire de la formule consommée, d'une part, et le montant de la subvention individuelle affectée à chaque utilisateur, suivant la grille des subventions présentée en annexe du présent CCTP. Le prix restant à la charge de l'utilisateur est par celui-ci au moment de son passage en caisse, au moyen d'un badge de paiement.

Le Titulaire est tenu d'émettre une facture individuelle à chaque utilisateur, faisant apparaître distinctement l'intitulé de la formule consommée, le prix unitaire hors subventions, le montant de chacune des subventions et le prix restant à charge de l'utilisateur. La facture indique également le solde du compte personnel de l'utilisateur.

### Part payée par l'Acheteur

La part restant à la charge de l'Acheteur est payée par celui-ci de façon globale mensuellement.

Pour cela, au dernier jour de chaque mois, le Titulaire émet une facture détaillée comme suit :

- chaque usager ayant déjeuné dans le mois est identifié par son nom, prénom, administration et catégorie indiciaire déterminant le montant des subventions ; il est indiqué le nombre de repas consommés dans le mois et les montants cumulés, respectivement, du prix des repas, de la part payée par l'usager, de la part restant à payer par l'acheteur,
- la facture présente les sous-totaux regroupant les usagers par administration et par catégorie indiciaire, suivant la grille des subventions présentée en annexe du présent CCTP,
- la facture indique le total global à payer par l'Acheteur.

La facture ainsi établie, valant demande de paiement, est adressé conjointement au président et au trésorier de l'Acheteur.

Les demandes de paiement portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le montant hors taxes
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant à payer Toutes Taxes Comprises,
- Le numéro et la date de la demande de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours

### **9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires.

Pour la période initiale, les prix unitaires appliqués seront les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Pour les périodes de reconductions les prix unitaires appliqués seront les mêmes que ceux de la période initiale.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires sont établis à 3 chiffres après la virgule.

Le mode d'arrondi pour le calcul des factures est établi comme suit :

- si la quatrième décimale est inférieure ou égale à 4 alors la troisième décimale sera inchangée
- si la quatrième décimale est supérieure ou égale à 5 alors la troisième décimale retenue sera celle supérieure

### **9.2 – Modalités de variations des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques connues du mois de **remise des offres** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix s'entendent fermes pendant le premier semestre du marché.

Les prix seront révisés semestriellement, à la hausse comme à la baisse, selon

- a) la formule suivante :

FORMULE
---------

$P = P_o (0,10 + (0,40 I/I_o + 0,50 S/S_o))$
--

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : Prix au jour de l'établissement de l'offre ou de l'établissement de l'offre finale résultant des négociations éventuellement menées.

I : Indice des prix à la consommation (mensuel, ensemble des ménages, métropole, base 2015) – Nomenclature COICOP : 01.1 – Alimentation

Identifiant 001759963 ; Valeur de l'indice publié sur le site internet de l'INSEE connue à la date de révision des prix

Io : valeur de l'indice I connue au « mois zéro »

S : Indice mensuel du cout horaire du travail révisé- Salaires et charges – Hébergement restauration (NAF rév.2 section I) - Base 100 en décembre 2008- Identifiant N° 001565191, connu à la date de révision des prix

So : valeur de l'indice S connue au « mois zéro » (*mois zéro = mois de l'année de l'établissement des offres*)

Le Titulaire communiquera les prix applicables résultants de l'application de la formule de révision au plus tard le mois suivant la date de reconduction de son marché.

Néanmoins et en tout état de cause, cette augmentation ne pourra jamais être supérieure au résultat que procure la formule de révision.

Clause de sauvegarde : En tout état de cause, ces modifications tarifaires ne pourront représenter plus de 5% de hausse annuelle. Si aucun accord n'était trouvé, il pourra être fait application de l'article 40.1 du CCAG-FCS.

## **Article 10 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.

### **10.2 - Présentation des demandes de paiements**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur

- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'Acheteur.

Le titulaire devra respecter les stipulations de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et celles du Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour information, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

- 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés)
- 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S

En cas de sous-traitance : Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.



### 10.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1<sup>o</sup> La date d'émission de la facture ;
- 2<sup>o</sup> La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3<sup>o</sup> Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4<sup>o</sup> le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5<sup>o</sup> Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6<sup>o</sup> La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7<sup>o</sup> La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8<sup>o</sup> Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9<sup>o</sup> Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10<sup>o</sup> Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11<sup>o</sup> Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## Article 11 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3. du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités stipulées seront appliquées au titulaire dès le 1<sup>er</sup> euro, quel que soit le montant des pénalités.

Par dérogation de l'article 14.1.1. du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités applicables au titulaire du marché sont les suivantes :

<b>Non-respect des horaires d'ouverture du restaurant</b>	500 € par défaut
<b>Non-respect des engagements produits</b>	500 € par défaut
<b>Choix proposés inférieurs aux engagements</b>	1 € par repas servi dans la semaine du constat
<b>Non-respect des grammages</b>	1 € par repas servi dans la semaine du constat
<b>Non-respect du choix en fin de service tel que défini au contrat</b>	100 € par constat
<b>Non-respect du plan et du nombre d'animation</b>	1000 €
<b>Non Transmission des analyses bactériologiques selon la procédure établie</b>	500 € par défaut
<b>Analyse hygiène non-conforme</b>	500 € par défaut
<b>Absence de plat témoins</b>	500 € par défaut
<b>Présence de produits périmés sur site</b>	500 € par défaut
<b>Non-transmission des éléments de clôture de caisses</b> États des encaissements États des passages convives États de ventes États des comptes convives	1 000 € par défaut
<b>Absence du renouvellement de la vaisselle</b>	5 000 € par défaut
<b>Non-respect de la procédure de lancement de l'exploitation</b>	2 000 €
<b>Absence d'une démarche de collecte et de traitement des biodéchets</b>	1 000 € par mois de retard dans le déploiement
<b>Absence du bilan trimestriel intégrant les relevés, les constats et les plans d'actions</b>	2 000 €
<b>Absence du bilan annuel</b>	2 000 €
<b>Autres dispositions exigées au CCTP ou proposées par le titulaire non respectées</b>	200 € par constat

### **11.1 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

### **11.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 12 ASSURANCES**

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies notoirement connues, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, dans les locaux et à l'occasion de l'installation et de l'utilisation du matériel mis à sa disposition et des actes de toute nature dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés et renonce à tout recours envers le pouvoir adjudicateur. Il présente les attestations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution.

Les assurances souscrites par le Titulaire doivent en outre couvrir les risques d'intoxications alimentaires.

Le Titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 13 RÉSILIATION DE L'ACCORD CADRE**

### **13.1 Résiliation**

Outre les cas prévus dans le C.C.A.G.-F.C.S (articles 38 à 45), le marché peut être résilié de plein droit et sans indemnité en cas de manquement grave de la part du fournisseur.

Par dérogation à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas de faute d'une particulière gravité et en application de l'article 32 du C.C.A.G.-F.C.S., notamment si le prestataire n'assure plus le service depuis plus de cinq (5) jours, le pouvoir adjudicateur peut, outre les mesures prévues à l'article 11.1 du présent document, prononcer unilatéralement la résiliation du contrat, sauf cas de force majeure, de destruction non imputable au prestataire partielle ou totale de l'ouvrage, des équipements et des installations nécessaires à l'exploitation du service.

Par ailleurs, il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-14 « motifs d'exclusions de la procédure de passation » de l'ordonnance n°2018-1074 peut entraîner, par décision de la personne responsable du marché, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Fin du marché : Si, lors du renouvellement de l'accord-cadre, un autre prestataire est choisi, au-delà du respect de la réglementation applicable au moment de la notification du nouvel accord-cadre, le prestataire sortant s'engage à coopérer pleinement avec l'acheteur et le nouveau prestataire afin que la continuité du service public soit assurée. A la fin du marché, le prestataire sera tenu de remettre au pouvoir adjudicateur en état normal d'entretien et d'usure tous les équipements et matériels utilisés dans le cadre des prestations de l'accord-cadre.

## **Article 14 LITIGE, DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif Tribunal administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 15 - CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel. Il s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances, et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent accord-cadre, durant toute sa durée. Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, telles que : - apposition d'une mention de confidentialité sur tous les documents confidentiels remis par l'autre partie et qui ne porteraient pas déjà une telle mention, - classement des documents confidentiels dans des meubles à accès réservé - archivage dans les mêmes conditions et destruction systématique des exemplaires n'ayant plus d'utilité. Si durant l'exercice de la prestation, le Titulaire est amené à traiter des données à caractère personnel, notamment collecte de liste d'élèves nominatives, il est tenu d'en informer sans délai la Collectivité et de se conformer, sans condition, à la réglementation RGPD (Annexes 1 et 2).

## **Article 16 CONTENTIEUX, REGLEMENT DES LITIGES**

### **16.1 - Procédure de recours**

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal administratif de Nîmes**  
**16 avenue Feuchères**  
**CS 88010**  
**30941 NIMES CEDEX 9**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles

L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

**Tribunal administratif de Nîmes**  
**16 avenue Feuchères**  
**CS 88010**  
**30941 NIMES CEDEX 9**

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

**Tribunal administratif de Nîmes**  
**16 avenue Feuchères**  
**CS 88010**  
**30941 NIMES CEDEX 9**

## **Article 17 AVENANTS**

Toute modification de l'une ou plusieurs clauses du marché sera conclue devra faire l'objet d'un avenant signé des 2 parties

## **Article 18 DÉROGATION AU C.C.AG**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FS, la liste récapitulative ci-dessous est données à titre indicatif.

L'article 1.3 déroge à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS

L'article 13 déroge en partie en partie aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 15.1 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS

## **Annexe 1 : OBLIGATIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES DONNÉES**

### **1-Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du pouvoir adjudicateur (ci-après « responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel ») définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

### **2- Obligations du Titulaire vis-à-vis du responsable de traitement**

Le Titulaire s'engage à :

- 1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché ;**
- 2. traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement.**

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- 3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;**
- 4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :**
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité**
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel**
- 5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut**
- 6. Sous-traitance :**

Le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## **7. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel électronique impérativement. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le Titulaire communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

## **8. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le Titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## **9. Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Décrire les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité prévues par [code de conduite, certification].

## **10. Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement ou à renvoyer les données à caractère personnel au Titulaire désigné par le responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

## **11. Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

## **12. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième



alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **13. Documentation**

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## **3. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du Titulaire**

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire